

VILLE DE GRASSE

*contrôle financier des délégations de service public (marché N° 07.10)
lot 5 "autres services délégués"*

**DSP de mise en fourrière des véhicules - évaluation du montant d'une éventuelle
garantie de recettes au vu des conditions d'exercice par le délégataire Brondello**

sommaire

A.	OBJET DU RAPPORT	2
A.	CONTEXTE GÉNÉRAL	2
B.	ESTIMATION DU DÉLÉGATAIRE POUR UNE ÉVENTUELLE GARANTIE DE RECETTES	2
C.	QUESTION POSÉE	3
D.	TRAVAUX RÉALISÉS	3
B.	RECENSEMENT DES MOYENS NÉCESSAIRES ET ESTIMATION DES COÛTS	3
A.	PERSONNEL	4
B.	MOYENS TECHNIQUES	4
C.	AUTRES COÛTS ADMINISTRATIFS ET ANNEXES	6
D.	COÛTS VARIABLES POST ENLÈVEMENT	6
C.	ESTIMATION DES PRODUITS	6
A.	RAPPEL DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	6
B.	HYPOTHÈSES DE CALCUL	7
D.	ESTIMATION DU RÉSULTAT (FOURCHETTE)	9
A.	SCÉNARIO DE BASE : MAINTIEN TARIFICATION SPÉCIALE VILLE (SAUF ENLÈVEMENTS)	9
B.	OPTION : ALIGNEMENT INTÉGRAL VILLE SUR CONDITIONS STANDARD	9
E.	COMMENTAIRES ET REMARQUES DIVERSES	12
A.	CONCERNANT LA RÉMUNÉRATION DU DÉLÉGATAIRE	12
B.	CONCERNANT LA DÉFINITION DE LA GARANTIE	12
C.	CONCERNANT L'EFFICACITÉ	12

A. OBJET DU RAPPORT

a. contexte général

La délégation de service public (DSP) de mise en fourrière des véhicules, attribuée pour une durée de cinq ans à Claude Brondello, vient à échéance le 16/12/11¹.

Les relations avec le prestataire sont difficiles depuis plusieurs années, avec notamment :

- ➔ un nombre d'enlèvements jugé par le délégataire trop faible pour permettre l'équilibre du service (une note du 05/09/08 mentionnait déjà cette question : *"Le principal grief de M. BRONDELLO est le trop petit nombre d'interventions demandées ne lui permettant pas de mobiliser un employé et un véhicule toute la journée ; aussi, envoyé sur d'autres prestations, il n'est pas disponible lorsque nous avons besoin d'un enlèvement. D'après lui, le seuil minimum de 3 à 4 enlèvements/jour est nécessaire à la viabilité de son service. Il est donc envisagé d'inclure dans le contrat de délégation de service public une garantie de recettes (...)"*,
- ➔ en relation avec le point précédent, une dégradation du service dans le cadre d'un dialogue difficile entre :
 - la Ville, dont un nombre significatif des demandes d'enlèvements ne sont pas prises en compte par le délégataire (46 refus au total des quatre derniers mois²), en conséquence de quoi, parfois "on ne l'appelle plus puisqu'il ne vient pas",
 - le délégataire, qui ne vient pas quand on l'appelle ... parce que l'on ne l'appelle pas assez,
- ➔ des défauts du délégataire dans l'exécution de sa mission : refus d'interventions (cf. point précédent), enlèvements tardifs (avec notamment un dossier en 2009 qui avait cristallisé le problème, sans le résoudre) et défaut d'information avec notamment la non-production du rapport annuel du délégataire,
- ➔ une attitude néanmoins conciliante de la Ville qui, du moins à l'heure actuelle (il en a été différemment par le passé, où des pénalités, remises pour partie, ont été notifiées), ne pénalise pas le délégataire et n'a pas entamé de procédure de mise en demeure de respect des obligations contractuelles (pour refus d'intervention et/ ou non production du rapport annuel).

b. estimation du délégataire pour une éventuelle garantie de recettes

La procédure en vue de l'établissement d'une nouvelle délégation de service public, lancée à la fin du premier semestre 2011, n'a pas suscité de candidatures ; en particulier, le titulaire actuel n'a pas répondu.

Ce dernier estime ne pouvoir s'engager à nouveau que dans le cadre d'une garantie de recettes de 158 400 €/ an, évaluée sur la base d'un niveau d'activité moyen de 120 enlèvements par mois (soit

¹ date indiquée sous réserves : nous ont également été mentionnés le 14/12/11 et le 07/12/11

² =14 (08/11) + 7 (09/11) + 12 (10/11) + 13 (11/11), source Ville de Grasse Bureau Auto

une moyenne de 110 €/ véhicule), chiffre très supérieur aux réalisations des dix dernières années (les meilleures années comptent à peine plus de 50 enlèvement mensuels en moyenne).

Il n'a toutefois pas fourni de compte d'exploitation prévisionnel permettant d'évaluer le bien fondé économique éventuel de cette estimation.

Par ailleurs, on relève un manque de clarté dans la note du délégataire, qui mentionne "(...) *un revenu financier garantie équivalent à l'enlèvement de 120 véhicules, tournant et payant, par mois à 110 € par véhicule, soit 13 200 € par mois, soit 158 400 € par an.*" : cette évaluation d'un chiffre annuel ne comprend pas les produits ou défraiements postérieurs aux enlèvements, à savoir les frais de garde, d'expertise et de remboursement des recommandés, pour lesquels, dans le deuxième paragraphe de sa note, le délégataire semble demander un alignement sur les conditions générales des conditions Ville de Grasse, aujourd'hui préférentielles (pas de frais de garde, tarif préférentiel pour l'expertise et non refacturation du recommandé).

c. question posée

Dans ce contexte, la Ville de Grasse a formulé la demande suivante, en réponse à laquelle est établi le présent rapport :

"La question est la suivante :

- compte tenu des tarifs pratiqués, encadrés par des textes réglementaires très stricts, quel est le seuil de viabilité pour un prestataire quel qu'il soit ?*
- notre délégataire actuel nous dit qu'à moins de 120 véhicules/ mois enlevés, tous types confondus, lui assurant un revenu minimum de 158 400 €/ an, il ne peut fonctionner.*

Nous avons donc besoin, pour des raisons à la fois juridiques et économiques, de nous assurer de cette base de travail."

d. travaux réalisés

Après entretien téléphonique de cadrage avec Mme V. Vion, Chef du Service de la Commande Publique, et à l'issue d'une réunion préparatoire avec M. F. Borella, en charge du dossier au sein de la Police Municipale, nous avons rencontré M. et Mme Brondello le 05/12/11 sur le site de la fourrière.

La comptable de M. Brondello n'ayant pu être présente à cette réunion, des entretiens téléphoniques ont eu lieu le 07/12/11, suivi d'échanges d'e-mails, pour obtenir communication des éléments comptables nécessaires.

Après plusieurs relances, nous avons eu communication de ces éléments le 28/12/11 ; après analyse, un dernier entretien téléphonique a eu lieu le 04/01/12.

B. RECENSEMENT DES MOYENS NÉCESSAIRES ET ESTIMATION DES COÛTS

Les moyens nécessaires à l'entreprise pour la réalisation de la mission qui lui est déléguée sont récapitulés dans les tableaux ci-après :

- ➔ les coûts sont mentionnés en montants hors taxes ; ils font pour l'essentiel référence aux comptes de l'entreprise pour 2010 ou pour 2011 ;
- ➔ il est précisé au cas par cas le pourcentage ou le nombre d'unités d'œuvre retenus, dans la mesure où le délégataire réalise d'autres activités, ce qui lui permet de mutualiser certains coûts, notamment ceux inhérents au site ; il est indiqué lorsque cela est nécessaire une hypothèse basse et une hypothèse haute permettant d'inscrire les coûts dans une "fourchette" ;
- ➔ en référence au niveau de garantie de recettes demandé par le délégataire et à la question posée par la Ville de Grasse, il est fait l'hypothèse (cf. C.b) d'une activité de 120 enlèvements par mois (soit 1 440 par an, c'est à dire près du triple de l'activité moyenne des dernières années), avec un taux moyen pour ce qui est de la tarification, assimilé au taux "voitures particulières" ;
- ➔ les coûts variables post enlèvement (recommandés, expertises) ont été évalués à part afin de mettre en évidence l'impact sur le résultat global des produits post enlèvement, pour lesquels les conditions de tarification à la Ville de Grasse (cas des propriétaires inconnus, introuvables ou insolvables) sont différentes de la tarification aux propriétaires (et aux syndic et autres propriétaires, pour des enlèvements en dehors du domaine public³).

a. personnel

. <u>chauffeur(s)</u>	<u>coût unitaire</u> ⁴ : brut y compris astreinte 3 879 €/ mois, plus charges patronales 43,93%
	<u>fourchette</u> : minimum 1 p si l'on souhaite garantir la disponibilité permanente d'un chauffeur dédié à la mission déléguée (ne tient pas compte des remplacements pour congés, ce qui est "compensé" par le fait que ce chauffeur peut ponctuellement intervenir pour des missions autres que relatives à la DSP), maximum 1,15 p si l'on tient compte des remplacements pour congés
. <u>administratif(s)</u>	<u>coût unitaire</u> ⁵ : brut 1 661 €/ mois, plus charges patronales 29,68%
	<u>fourchette</u> : minimum 1 p, maximum 1,15 p

b. moyens techniques

. <u>véhicules et outillages</u>	<u>coût</u> (crédit-bail) ⁶ : Isuzu 10 113 €/ an ; Iveco 13 046 €/ an : Iveco/11 15 024 €/ an ; moyenne des trois véhicules
----------------------------------	--

³ on rappellera qu'un bailleur social a contesté avoir à payer les frais de fourrière pour les stationnements abusifs sur domaine privé et que ceci est à l'origine d'un contentieux avec le délégataire

⁴ base réel septembre 2011, moyenne sur deux chauffeurs

⁵ base réel septembre 2011, moyenne sur trois administratifs

⁶ base réel 2010

	<u>fourchette</u> : 1 véhicule (plusieurs types de véhicules sont nécessaires mais ceux-ci sont partagés avec les autres activités ; en revanche, même si il n'est pas pleinement utilisé, à tout instant un véhicule doit être disponible pour la Ville)
	<u>coût total</u> (entretien et réparations, outillages, accessoires et aménagements) ⁷ : 20 279 €/ an
	<u>fourchette</u> : 20% (si l'activité fourrière atteignait 120 véhicules par mois, elle représenterait environ 20% du total des enlèvements) à 33% des coûts (trois véhicules principaux)
	<u>coût unitaire</u> (carburant) : 1,15 € HT/ l ⁸ , consommation 25 l/ 100 km
	<u>fourchette</u> : 15 km à 20 km (aller-retour) en moyenne par enlèvement
	<u>coût</u> (assurances) : cf. plus loin
. <u>site</u>	<u>coût</u> (loyer et charges) ⁹ : 25 644 €/ an <u>coût</u> (amortissement aménagements, entretien, fluides) ¹⁰ : 4 652 €/ an <u>coût</u> (assurances) : cf. plus loin
	<u>fourchette</u> (ensemble des coûts site) : minimum 35% maximum 45% (le gardiennage DSP ne représente aujourd'hui que 20% du chiffre d'affaires gardiennage mais il approcherait les 40% si les frais de garde étaient refacturés à la Ville, ce qui n'est aujourd'hui pas le cas)
. <u>informatique/ bureau.</u>	<u>coût total</u> ¹¹ : 4 408 €/ an
	<u>fourchette</u> : minimum 29% maximum 33% (la part 2010 des recettes DSP dans produits hors accessoires n'est que de 12% environ mais elle serait, base 2010, de 29% du total dans l'hypothèse d'une activité de 120 véhicules/ mois et de 33% si le gardiennage Ville était facturé)
. <u>téléphonie</u>	<u>coût total</u> ¹² : 8 400 €/ an
	<u>fourchette</u> : minimum 29% maximum 33% (idem ci-dessus)

⁷ base 2010 (606050, 615100, amortissements sur 218200 et 215000)

⁸ base réel octobre 2011

⁹ base réel 2011

¹⁰ base réel 2010 (603700, 606030, 606031, 606060, 615000, amortissements sur 218100)

¹¹ base réel 2010 (61100001, 61316000, 61317000, amortissements sur 218300)

¹² estimation délégataire 600 € HT/ mois pour mobiles, plus 100 € HT/ mois pour fixe et divers, sur un total 2010 de 992 €/ mois de frais postaux et de télécommunications

c. autres coûts administratifs et annexes

. <u>comptable</u>	<u>coût total</u> ¹³ : 25 644 €/ an
	<u>fourchette</u> : minimum 29% maximum 33% (idem ci-dessus)
. <u>assurances</u>	<u>coût total</u> ¹⁴ : 10 748 €/ an
	<u>fourchette</u> : minimum 29% maximum 33% (idem ci-dessus)
. <u>impôts et taxes</u>	<u>coût total</u> ¹⁵ : 3 491 €/ an
	<u>fourchette</u> : minimum 29% maximum 33% (idem ci-dessus)
. <u>autres frais de gestion et admin. générale</u>	<u>coût total</u> ¹⁶ : 7 140 €/ an
	<u>fourchette</u> : minimum 29% maximum 33% (idem ci-dessus)
. <u>coûts de financement</u>	<u>coût total</u> : besoin de financement évalué à un mois de chiffre d'affaires DSP (y compris financement des immobilisations, faible car les véhicules sont en crédit-bail)
	<u>fourchette</u> : minimum taux 3% maximum taux 4%
. <u>direction</u>	il n'a pas été pris en compte de coûts au titre de la rémunération du dirigeant
. <u>bénéfice</u>	il n'a pas été pris en compte un éventuel résultat bénéficiaire

d. coûts variables post enlèvement

. <u>expertises</u>	<u>coût unitaire</u> ¹⁷ : 30,49 € HT
. <u>recommandé</u>	<u>coût unitaire</u> ¹⁸ : 4,78 €

C. ESTIMATION DES PRODUITS

a. rappel des années précédentes

Le nombre d'enlèvements des dernières années a été le suivant :

¹³ base réel 2011

¹⁴ base réel 2010 (61600000)

¹⁵ base réel 2010 (63120000, 63130000, 63511000)

¹⁶ base réel 2010 (60608000, 61100000, 61110000, 61111000, 61305000, 62810000)

¹⁷ base réel 2011 pour un véhicule de tourisme

¹⁸ base réel 2011 pour un pli de 20 à 50 grammes

- 2009 : 562 enlèvements (source Ville de Grasse rapport de présentation CCPL du 14/03/11) ;
- 2010 : 458 enlèvements hors épaves (source Ville de Grasse rapport de présentation CCPL du 14/03/11) et 494 enlèvements y compris épaves (source Ville de Grasse, Bureau Auto), dont :
- gênants (257), commissariat (43), dangereux (3) et travaux d'urgence (3) : 306 enlèvements, soit 25,5 par mois ;
 - abusifs¹⁹ (152) et épaves (36) : 188 enlèvements, soit 15,7 par mois ;
- 2011 (à fin novembre, soit 11 mois) : 394 enlèvements y compris épaves (source Ville de Grasse, Bureau Auto), dont :
- gênants (218), infractions code de la route (8), commissariat (3) et travaux d'urgence (3) : 232 enlèvements, soit 21,1 par mois ;
 - abusifs²⁰ (140) et épaves (22) : 162 enlèvements, soit 14,7 par mois ;
 - véhicules en attente d'enlèvement (au-delà du délai de dix jours) : 80 véhicules, ce qui signifie que si ces véhicules avaient, dans le cadre d'un fonctionnement normal de la fourrière, été enlevés sur la période, le total abusifs et épaves s'inscrirait à 242 véhicules, soit, sur 11 mois, 22 véhicules par mois.

b. hypothèses de calcul

Compte tenu de l'estimation faite par le prestataire, et afin de déterminer dans quelle mesure elle présente un caractère réaliste en termes d'équilibre financier du service, l'évaluation de la rentabilité a été calculée sur la base d'une activité de 120 enlèvements par mois (1 440 par an), soit près du triple de l'activité moyenne des dernières années, ce qui ne préjuge en rien de la possibilité d'atteindre un tel niveau d'activité.

Il a été fait l'hypothèse, pour le calcul des produits, que la tarification moyenne pour enlèvement, garde et expertise était la tarification "voitures particulières", et que l'activité "immobilisation matérielle" et "opérations préalables"²¹ était nulle.

Pour mémoire, depuis le 02/04/10, les tarifs sont les suivants :

tarification	enlèvement	garde	expertise	refacturation reco. éventuel
standard ²²	91,97 € HT (110,00 € TTC)	3,85 € HT/ j (4,60 € TTC/ j)	51,00 € HT (61,00 € TTC)	oui
Ville de Grasse	50,17 € HT (60,00 € TTC)	néant	37,63 € HT (45,00 € TTC)	non

¹⁹ dont environ deux tiers sur domaine public et un tiers sur domaine privé

²⁰ dont environ deux tiers sur domaine public et un tiers sur domaine privé

²¹ cas d'une intervention interrompue en cours d'exécution

²² particuliers, syndics domaine privé

Dans un premier temps (cf. D.a), nous avons fait l'hypothèse que ces tarifs étaient inchangés, hormis pour la tarification "enlèvement/ Ville de Grasse", alignée sur le standard.

Il va de soi que l'économie du service pour le délégataire serait améliorée si toute la tarification Ville de Grasse était alignée sur les conditions standard, hypothèse alternative que, dans un deuxième temps, nous avons également projetée (cf. D.b).

L'activité a été supposée répartie comme suit :

→ gênants et assimilés :

- 90 enlèvements par mois (75%), chiffre très supérieur à ceux de 2010 (25,5) et 2011 (21,1) et dont l'atteinte éventuelle suppose une action très renforcée de la Ville en matière de détection et de demande d'enlèvement, sans certitude que ceci soit suffisant,
- durée moyenne de garde : 2 jours,
- véhicules expertisés : 5% (l'expertise n'intervient qu'après quelques jours de garde),
- nombre de recommandés estimé équivalent à celui des expertises ;

→ abusifs et assimilés,

- 30 enlèvements par mois (25%), ce qui est également très supérieur, mais dans une moindre proportion, aux chiffres 2010 (15,7) et 2011 (14,7 hors véhicules en attente d'enlèvement et potentiellement 22 si l'on inclut ces derniers) et ne peut être envisagé là encore qu'au prix d'une détection accrue et d'une action plus dynamique en matière d'enlèvement ;
- ces 30 enlèvements sont supposés ventilés comme suit :
 - domaine privé (33%²³) et véhicules récupérés par leurs propriétaires sur domaine public (15%²⁴ de 67%²⁵) : 13,
 - domaine public, hors véhicules récupérés par leurs propriétaires (85% de 67%) : 17 ;
- durée moyenne de garde : 27 jours²⁶,
- véhicules expertisés : 80%²⁷,
- nombre de recommandés estimé équivalent à celui des expertises.

²³ estimation base chiffres activité Bureau Auto 2010 et 2011

²⁴ estimation base chiffres activité Bureau Auto 2010 et 2011

²⁵ estimation base chiffres activité Bureau Auto 2010 et 2011

²⁶ estimation : 30 jours pour (85% véhicules non récupérés) et 10 jours pour 15% (véhicules récupérés)

²⁷ estimation 20% de véhicules non expertisés (épaves et véhicules récupérés rapidement)

D. ESTIMATION DU RÉSULTAT (FOURCHETTE)

a. scénario de base : maintien tarification spéciale Ville (sauf enlèvements)

Pour une activité de 120 enlèvements par mois, selon les hypothèses détaillées plus haut, parmi lesquelles l'affectation d'un chauffeur dédié à la Ville de Grasse (et d'un véhicule), le résultat du délégataire, hors éventuelle rémunération du dirigeant, pourrait s'inscrire dans une fourchette allant d'un déficit de 2 215 € à un excédent de 21 353 € (soit en milieu de fourchette un excédent de 9 569 €).

Le seuil de viabilité de l'activité évoqué par le délégataire semble ainsi cohérent en termes d'ordre de grandeur, le chiffre est toutefois susceptible d'être légèrement abaissé : un chiffre moyen de 113 enlèvements par mois²⁸ (3,8 véhicules par jour) conduirait à une fourchette centrée sur l'équilibre.

b. option : alignement intégral Ville sur conditions standard

Pour une activité de 120 enlèvements par mois, selon les hypothèses détaillées plus haut, parmi lesquelles l'affectation d'un chauffeur dédié à la Ville de Grasse (et d'un véhicule), le résultat du délégataire, hors éventuelle rémunération du dirigeant, pourrait s'inscrire dans une fourchette allant d'un excédent de 21 852 € à un excédent de 45 441 € (soit en milieu de fourchette un excédent de 33 646 €).

Le seuil de viabilité de l'activité évoqué par le délégataire s'avérerait alors sensiblement surévalué : un chiffre moyen de 99 enlèvements par mois²⁹ (3,3 véhicules par jour) conduirait à une fourchette centrée sur l'équilibre.

Les tableaux en pages suivantes récapitulent les différents postes de charges et de produits pour l'un et l'autre des scénarios.

²⁸ supposé réparti de la même manière que précédemment : 75% gênants et 25% abusifs dont une proportion de 43,33% (=13/30) sur domaine privé.

²⁹ supposé réparti de la même manière que précédemment : 75% gênants et 25% abusifs dont une proportion de 43,33% (=13/30) sur domaine privé.

Estimation du résultat de l'activité fourrière					
MAINTIEN TARIFICATION SPECIALE VILLE (SAUF ENLEVEMENTS) (SCENARIO DE BASE)					
nature	fourchette basse		fourchette haute		observations
	hypothèse	montant	hypothèse	montant	
Produits et charges du délégataire fourrière hors produits et coûts variables post enlèvement					
charges		139 648 €		163 217 €	
personnel					
. chauffeurs	1,0 p	66 997 €	1,15 p	77 046 €	
. administratifs	1,0 p	25 848 €	1,15 p	29 725 €	
moyens techniques					
. véhicules (crédit-bail)	1 véhicule	12 727 €	1 véhicule	12 727 €	
. véhicules (entretien, outillage, amort. aménagements)	20% du tot.	4 056 €	33% du tot.	6 692 €	
. véhicules carburant	15 km/ enl.	6 210 €	20 km/ enl.	8 280 €	
. véhicules (assurance) : cf. coûts admin. et annexes					
. site (loyer)	35% du tot.	8 975 €	45% du tot.	11 540 €	
. site (amort. des aménagements, entretien, fluides)	35% du tot.	1 628 €	45% du tot.	2 093 €	
. site (assurances) : cf. coûts admin. et annexes					
. informatique	29% du tot.	1 278 €	33% du tot.	1 455 €	
. téléphonie	29% du tot.	2 436 €	33% du tot.	2 772 €	
coûts administratifs et annexes					
. comptable	29% du tot.	2 860 €	33% du tot.	3 254 €	
. assurances	29% du tot.	3 117 €	33% du tot.	3 547 €	
. impôts et taxes	29% du tot.	1 012 €	33% du tot.	1 152 €	
. autres frais de gestion et d'administration générale	29% du tot.	2 071 €	33% du tot.	2 356 €	
. coûts de financement	taux 3%	433 €	taux 4%	577 €	
produits		132 441 €		132 441 €	
(produits TTC)		158 400 €		158 400 €	
enlèvements		132 441 €		132 441 €	120/ mois
résultat hors post enlèvement		-7 207 €		-30 775 €	
Produits et charges variables post enlèvement (recommandés, expertises)					
charges		12 062 €		12 062 €	
expertises					
. abusifs		8 781 €		8 781 €	30/ mois, 80% expertisés
. gênants		1 646 €		1 646 €	90/ mois, 5% expertisés
recommandés					
. abusifs		1 377 €		1 377 €	30/ mois, 80% reco.
. gênants		258 €		258 €	90/ mois, 5% reco.
produits		40 622 €		40 622 €	
(produits TTC)		48 584 €		48 584 €	
expertises					
. abusifs syndics et autres		6 365 €		6 365 €	13/ mois, 80% expertisés
. abusifs à charge Ville de Grasse		6 140 €		6 140 €	17/ mois, 80% expertisés
. gênants		2 754 €		2 754 €	90/ mois, 5% expertisés
refacturation recommandés					
. abusifs syndics et autres		597 €		597 €	13/ mois, 80% expertisés
. abusifs à charge Ville de Grasse		0 €		0 €	17/ mois, 80% expertisés
. gênants		258 €		258 €	90/ mois, 5% expertisés
frais de garde					
. abusifs syndics et autres		16 200 €		16 200 €	13/ mois, 27 jours
. abusifs à charge Ville de Grasse		0 €		0 €	17/ mois, 27 jours
. gênants		8 308 €		8 308 €	120/ mois, 2 jours
résultat sur post enlèvement		28 560 €		28 560 €	
Total produits et charges fourrière (enlèvement, expertise, frais de garde)					
charges		151 710 €		175 279 €	
produits		173 064 €		173 064 €	
(produits TTC)		206 984 €		206 984 €	
résultat		21 353 €		-2 215 €	

Estimation du résultat de l'activité fourrière					
ALIGNEMENT INTEGRAL VILLE SUR CONDITIONS STANDARD (OPTION)					
nature	fourchette basse		fourchette haute		observations
	hypothèse	montant	hypothèse	montant	
Produits et charges du délégataire fourrière hors produits et coûts variables post enlèvement					
charges		139 708 €		163 297 €	
personnel					
. chauffeurs	1,0 p	66 997 €	1,15 p	77 046 €	
. administratifs	1,0 p	25 848 €	1,15 p	29 725 €	
moyens techniques					
. véhicules (crédit-bail)	1 véhicule	12 727 €	1 véhicule	12 727 €	
. véhicules (entretien, outillage, amort. aménagements)	20% du tot.	4 056 €	33% du tot.	6 692 €	
. véhicules carburant	15 km/ enl.	6 210 €	20 km/ enl.	8 280 €	
. véhicules (assurance) : cf. coûts admin. et annexes					
. site (loyer)	35% du tot.	8 975 €	45% du tot.	11 540 €	
. site (amort. des aménagements, entretien, fluides)	35% du tot.	1 628 €	45% du tot.	2 093 €	
. site (assurances) : cf. coûts admin. et annexes					
. informatique	29% du tot.	1 278 €	33% du tot.	1 455 €	
. téléphonie	29% du tot.	2 436 €	33% du tot.	2 772 €	
coûts administratifs et annexes					
. comptable	29% du tot.	2 860 €	33% du tot.	3 254 €	
. assurances	29% du tot.	3 117 €	33% du tot.	3 547 €	
. impôts et taxes	29% du tot.	1 012 €	33% du tot.	1 152 €	
. autres frais de gestion et d'administration générale	29% du tot.	2 071 €	33% du tot.	2 356 €	
. coûts de financement	taux 3%	493 €	taux 4%	657 €	
produits		132 441 €		132 441 €	
(produits TTC)		158 400 €		158 400 €	
enlèvements		132 441 €		132 441 €	120/ mois
résultat hors post enlèvement		-7 267 €		-30 856 €	
Produits et charges variables post enlèvement (recommandés, expertises)					
charges		12 062 €		12 062 €	
expertises					
. abusifs		8 781 €		8 781 €	30/ mois, 80% expertisés
. gênants		1 646 €		1 646 €	90/ mois, 5% expertisés
recommandés					
. abusifs		1 377 €		1 377 €	30/ mois, 80% reco.
. gênants		258 €		258 €	90/ mois, 5% reco.
produits		64 770 €		64 770 €	
(produits TTC)		77 465 €		77 465 €	
expertises					
. abusifs syndics et autres		6 365 €		6 365 €	13/ mois, 80% expertisés
. abusifs à charge Ville de Grasse		8 324 €		8 324 €	17/ mois, 80% expertisés
. gênants		2 754 €		2 754 €	90/ mois, 5% expertisés
refacturation recommandés					
. abusifs syndics et autres		597 €		597 €	13/ mois, 80% expertisés
. abusifs à charge Ville de Grasse		780 €		780 €	17/ mois, 80% expertisés
. gênants		258 €		258 €	90/ mois, 5% expertisés
frais de garde					
. abusifs syndics et autres		16 200 €		16 200 €	13/ mois, 27 jours
. abusifs à charge Ville de Grasse		21 185 €		21 185 €	17/ mois, 27 jours
. gênants		8 308 €		8 308 €	120/ mois, 2 jours
résultat sur post enlèvement		52 708 €		52 708 €	
Total produits et charges fourrière (enlèvement, expertise, frais de garde)					
charges		151 771 €		175 360 €	
produits		197 212 €		197 212 €	
(produits TTC)		235 865 €		235 865 €	
résultat		45 441 €		21 852 €	

E. COMMENTAIRES ET REMARQUES DIVERSES

On formulera à toutes fins utiles les observations suivantes.

a. concernant la rémunération du délégataire

- ➔ Il semble que la tarification appliquée aux assureurs pour les enlèvements (il a été oralement fait mention de 59 €³⁰ pour un plafond de 20 km roulés) ne soit pas supérieure aux conditions particulières actuelles de la Ville de Grasse (60 € TTC), mais ce pour un volume d'activité nettement plus important.
- ➔ Le délégataire n'est pas rémunéré en cas d'intervention annulée avant le stade des "opérations préalables", ce qui peut avoir une incidence sur sa motivation à répondre au plus vite aux demandes.

b. concernant la définition de la garantie

- ➔ Dans l'hypothèse où la Ville retiendrait le principe d'une garantie de recettes, les questions suivantes se poseraient pour son application :
 - la garantie doit-elle porter sur un niveau d'activité ? si oui, celui-ci doit-il être global (nombre d'enlèvements) ou détaillé (distinction gênant/ abusif, public/ privé ...),
 - la garantie doit-elle plutôt porter sur un niveau de recettes ? si oui, celui-ci doit-il être global et non détaillé, ou lié à une hypothèse de "mix" d'activité (permettant notamment la bonne prise en compte des différences de rentabilité des différentes activités), ou centré sur l'activité principale (enlèvement) ?

c. concernant l'efficacité

- ➔ Le nombre d'enlèvements ne pourra être augmenté de manière importante que si la Ville mène une action soutenue en ce sens.
- ➔ Le nombre de véhicules récupérés en fourrière serait vraisemblablement plus important si la Ville poursuivait les propriétaires (lorsque les véhicules sont identifiés).

³⁰ TTC ?